

tion à l'appel des motions, étant donné l'intérêt extrême que prennent à la question et la Chambre et le Canada?

L'hon. M. Sharp: Oui, monsieur l'Orateur.

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Après avoir lu certaines des déclarations du ministre, je voudrais lui demander si le gouvernement étudie maintenant ma proposition de septembre dernier: que le Canada, à titre de membre des Nations Unies, prenne l'initiative de faire inscrire à l'ordre du jour provisoire de l'Assemblée générale le problème global nigérian-biafraï, qui semble empirer sous nos yeux?

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, comme les députés et la Chambre le savent, nous nous sommes détournés d'une initiative quelconque aux Nations Unies sur le conseil du secrétaire général. Toutefois, en conséquence de l'interruption très récente des secours dans la région, le tableau a changé et je n'écarterais certainement pas des mesures qui se révéleraient utiles.

M. MacDonald (Egmont): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Comme il est nécessaire de reprendre nos efforts d'aide au Biafra-Nigéria, le gouvernement a-t-il envisagé de suivre la suggestion que le sénateur Kennedy a faite il y a deux semaines. Il a proposé que les Nations Unies convoquent à Genève une conférence au sujet de cette aide où peut-être les antagonistes et les autres parties intéressés pourraient s'entendre sur les modalités de quelque programme d'aide.

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, cela pourrait s'avérer une méthode utile. Cependant, je pense qu'une réunion des pays qui fournissent l'aide serait beaucoup plus indiquée. Ils pourraient exercer des pressions efficaces sur les deux camps.

LA CONSOMMATION

LE GAZ NATUREL—L'AUGMENTATION DES PRIX

M. Max Saltsman (Waterloo): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre de la Consommation et des Corporations. Hier, je lui ai demandé d'étudier le problème de la hausse du prix du gaz naturel dans l'Ouest. Il semble que la demande de gaz canadien aux États-Unis relève le prix de notre gaz et le rend trop cher pour le consommateur canadien. Le ministre a-t-il pu parcourir le rapport dont j'ai parlé? Dans ce cas, que fera-t-il pour le consommateur canadien?

L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas pu me procurer le rapport cité par le député. Je crois que mon bureau lui a demandé de m'en fournir un exemplaire. Je pense que l'Office national de l'énergie doit procéder à plusieurs auditions l'automne prochain pour régler les demandes de licences d'exportation supplémentaires. Au cours de ces réunions l'Office devra nécessairement songer à assurer un approvisionnement suffisant aux consommateurs canadiens, et envisager les répercussions possibles sur les prix canadiens.

Si le député veut bien me donner une copie du rapport dont il a parlé, je le transmettrai volontiers au ministre d'État de la Saskatchewan, de qui relève l'Office national de l'énergie.

M. Saltsman: Monsieur l'Orateur, j'aurais une question supplémentaire à adresser au ministre de l'Industrie et du Commerce. Comme l'augmentation du prix du gaz entraînera une situation très grave au Canada, songe-t-il à prendre dans le cas du gaz naturel des mesures semblables à celles qu'on a prises à propos du cuivre, lorsqu'on en a augmenté le prix sur les marchés internationaux? A cette occasion-là, il a dit vouloir prendre des mesures efficaces pour que le prix du cuivre n'augmente pas de façon excessive, monsieur l'Orateur.

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Non, monsieur l'Orateur.

LES MACHINES AGRICOLES

LE DÉPÔT DU RAPPORT BARBER

M. R. R. Southam (Qu'Appelle-Moose Mountain): Monsieur l'Orateur, permettez-moi de poser une question au ministre de l'Agriculture. Peut-il nous dire si le rapport tant attendu de la Commission Barber sur le prix des machines agricoles sera déposé à la Chambre avant l'ajournement pour le congé d'été?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas encore reçu le rapport. Lorsque je l'aurai, je verrai, selon la coutume, s'il y a lieu de le déposer à la Chambre.

M. Southam: Monsieur l'Orateur, j'aurais une question supplémentaire à poser. Le ministre peut-il nous dire quand nous pouvons espérer avoir ce rapport tant attendu?